INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 15 novembre 2021**

* Les Bourses européennes ont clôturé dans le vert ce lundi, prenant ainsi la direction d’une septième semaine consécutive de hausse. Au son de la cloche, le CAC 40 a gagné 0,53 % à 7 128,63 points et l’EuroStoxx 50 s'est adjugé 0,20% à 4 378,93 points. A Wall Street, la tendance se montre moins uniforme en fin d’après-midi : si le Dow Jones progresse de 0,21%, le Nasdaq Composite s'effrite de 0,01%.
* Outre une saison de résultats globalement supérieure aux attentes, les places du Vieux Continent continuent à profiter de la poursuite de politiques accommodantes des grandes banques centrales.
* Si l'inflation mettra plus de temps à refluer que prévu, Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, a déclaré aujourd'hui qu'un resserrement monétaire trop précoce pourrait freiner la reprise de la zone euro.
* Les indices ont également été soutenus par les solides indicateurs économiques du jour. En Chine, la production industrielle a progressé de 3,5% en octobre sur un an (consensus : +3%) et les ventes au détail de 4,9% (consensus : +3,5%).
* Dans la zone euro, l'excédent commercial est ressorti à 7,3 milliards d'euros en septembre, alors que les économistes attendaient 6,5 milliards d'euros en moyenne.
* Enfin, l'indice Empire State, qui mesure le niveau de l'activité manufacturière dans la région de New-York, a bondi à 30,9 en novembre, alors qu'il était attendu à 21,2.
* Le cours du WTI américain cède 1,5% à 79,56 dollars tandis que son homologue européen, le Brent de la mer du Nord, abandonne 1,6% à 80,85 dollars. L'or noir est pénalisé par des prises de bénéfices après un rebond impressionnant. Le baril de WTI affiche ainsi un gain de 65% depuis le début de l'année et 93% en un an et selon UBS, le repli n'est pas pour tout de suite. Le bureau d'études a relevé ses prévisions de cours en raison d'une demande croissante et d'une offre contrainte.

Son estimation pour le baril de Brent en 2022 passe de 63 à 81 dollars le baril et pour 2023, de 68 à 80 dollars. Pour 2024/2025, l'estimation passe de 60 à 75 dollars.

* La roupie indienne reste quasi-stable lundi face au dollar, le billet s'échangeant contre 74,3663 roupies. Le pays de Gandhi avait publié vendredi après-midi un taux d'inflation annualisée de 4,5% au mois d'octobre, légèrement au-dessus des attentes du consensus (4,3%) et parfaitement dans la fourchette cible de la banque centrale (2% à 6%). Toutefois cela cache des disparités, remarque Commerzbank: si les prix alimentaires sont restés contenus, l'inflation sous-jacente était élevée à 6,2%. La hausse des coûts des énergies et des intrants annonce des lendemains qui déchantent.

"Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues à Covid contribuent également à l'augmentation du coût des intrants. La RBI ne peut pas faire grand-chose sur les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement, mais elle pourrait contribuer à amortir la hausse des prix de l'énergie grâce à un INR plus fort", estime Commerzbank.

* Le Japon a enregistré une baisse de 3% de son PIB au troisième trimestre en rythme annuel, selon des données préliminaires. Les économistes interrogés par Reuters anticipaient en moyenne une contraction de 0,8% après une hausse de 0,8% du PIB au deuxième trimestre. Les difficultés d’approvisionnement et la nouvelle vague de Covid-19 ont pesé sur la consommation des ménages et les investissements des entreprises.
* Selon les premières estimations d’Eurostat, les exportations de biens de la zone euro vers le reste du monde se sont établies à 209,3 milliards d’euros en septembre 2021, soit une hausse de 10% par rapport à septembre 2020. Les importations depuis le reste du monde ont quant à elles été de 202 milliards d’euros, une augmentation de 21,6% sur un an. En conséquence, la zone euro a enregistré un excédent de son commerce de biens avec le reste du monde de 7,3 milliards d’euros, contre +24,1 milliards d’euros en septembre 2020.

Le commerce intra-zone euro a atteint 191,5 milliards d'euros en septembre 2021, ce qui correspond à une augmentation de 16,4% sur un an.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, BNP Paribas (+3,29%) a profité d'une information de presse portant sur une possible cession de sa banque de détail aux Etats-Unis, Bank of the West, et Airbus (+1,69%) a bénéficié des deux méga-commandes annoncées à l'occasion du salon aéronautique de Dubaï.
* En revanche, ArcelorMittal (-2,52%), Vivendi (-1,23%) et Teleperformance (-1,19%) ont fermé la marche du CAC 40.
* BNP Paribas (+3,36% à 61,26 euros) s’est emparé de la première place de l’indice CAC 40 grâce à une information de presse portant sur une possible cession de sa banque de détail aux Etats-Unis, Bank of the West. En dépassant les 61 euros, l’action de la banque française affiche un nouveau plus haut annuel. Une telle opération fait l’objet de spéculations depuis plus d’un an après la vente par la banque espagnole BBVA de ses activités américaines à PNC pour un bon prix.

BNP Paribas étudierait avec ses banques conseil, JPMorgan et Goldman Sachs, une possible vente de Bank of the West pour un montant qui pourrait atteindre jusqu'à 15 milliards de dollars, ont déclaré trois sources à Reuters. Plusieurs repreneurs potentiels sont cités, la Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal et KeyCorp.

Intégrée au groupe BNP Paribas depuis 2001, Bank of the West compte une présence banque de détail, banque privée ou banque d'affaires dans 23 Etats au centre et dans l'ouest des Etats-Unis. Sur les 9 premiers mois de 2021, ses revenus ont reculé de 3,5% à 1,8 milliard d'euros pour un profit avant impôts multiplié par 2,5 à 279 millions d'euros, dopé par la chute du coût du risque.

* Le salon aéronautique de Dubaï a débuté en fanfare pour Airbus. Le géant européen a en effet décroché deux méga-commandes représentant un total combiné de 366 avions et se chiffrant à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Une performance sans commune mesure avec les quelques contrats remportés par son rival américain Boeing. En Bourse, les investisseurs ont apprécié : le titre Airbus s’est élevé de 1,69% à 114,04 euros, s’offrant ainsi l’une des plus fortes hausses du CAC 40.

Dans le détail, Airbus a annoncé ce lundi qu'Air Lease Corporation (ALC), société américaine spécialisée dans la location d'avions, avait signé une lettre d'intention portant sur la commande de 111 avions. La commande comprend 25 A220-300, 55 A321neo, 20 A321 XLR, 4 A330neo et 7 A350 F. Elle devrait être finalisée dans les mois à venir.

" La commande d'ALC indique que nous sommes en train de sortir du marasme de Covid ", s'est réjoui Christian Scherer, le directeur commercial d'Airbus.

Mais l'avionneur européen a frappé encore plus fort ce week-end, avec une commande gigantesque de 255 avions de la famille A321neo auprès de 4 compagnies aériennes faisant partie du portefeuille de la société américaine de capital-investissement Indigo Partners. Selon le dernier prix catalogue disponible (2018), cette commande ferme dépasse les 30 milliards de dollars.

* Royal Dutch Shell gagne 1,8% à 1 670,5 pence à Londres. A Amsterdam, la hausse atteint également 1,8% à 19,64 euros. Le géant pétrolier anglo-néerlandais, sous pression depuis plusieurs semaines du fonds activiste Third Point, de l'activiste Daniel Loeb, fait sa révolution. Il abandonne les Pays-Bas au profit du Royaume-Uni afin de "gagner en compétitivité". Concrètement, le groupe va proposer lors de son assemblée générale du 10 décembre, de transférer sa résidence fiscale au Royaume-Uni. Il entend par ailleurs raccourcir son nom en Shell Plc.

Depuis la fusion complète entre Royal Dutch et Shell, en 2005, la major était basée à Londres avec une résidence fiscale à La Haye.

Les observateurs expliquent que cette décision pourrait également être liée à l'obligation, pour Shell, de se soumettre aux contraintes de la transition énergétique et d'atteindre la neutralité carbone.

Fin mai en effet, la justice néerlandaise a obligé le groupe à réduire plus rapidement que prévu ses émissions. Si Shell a fait appel, la société doit se conformer à l'arrêt pris en première instance.

* Au premier semestre, le chiffre d'affaires de Lexibook a progressé de 43,5% à 14.9 millions d'euros. En Bourse, l'action du spécialiste des produits de loisirs électroniques intelligents perd 0,25% à 4,05 euros. La société a fait état de tensions sur les approvisionnements de composants et sur le fret, qui ont provoqué des décalages importants de livraisons sur le troisième trimestre. Sur cette période, les revenus ont augmenté de 30,4% à 9,82 millions d'euros.

Il précise avoir enregistré une forte progression des ventes de l'ensemble des segments grâce aux nouveautés sur les marques propres et sur les produits à licence (La Reine des Neiges, Pat Patrouille, Spiderman, Super Mario...).

Lexibook groupe signale par ailleurs que les ventes digitales sont en très forte progression tant en France que sur les différents marchés Européens. De plus, les ventes de tablettes, segment le moins rentable, sont désormais insignifiantes et ne représentent qu'à peine 2% des ventes totales sur le semestre.

Dans ses perspectives, Lexibook souligne qu'en dépit des retards sur les livraisons, la demande est soutenue et la situation étant la même pour l'ensemble des fournisseurs, les clients acceptent généralement de maintenir leurs commandes.

* Poujoulat grimpe de 2,41% à la Bourse de Paris, à 51 euros l'action. Le titre, peu liquide, profite des bons résultats semestriels du groupe, mais aussi du relèvement de ses perspectives. Le spécialiste des conduits de cheminée a ainsi réalisé un chiffre d'affaires de 128,04 millions d'euros entre avril et septembre 2021, soit une progression de près de 30% par rapport à la même période de l'exercice précédent et d'environ 22% par rapport au premier semestre de l'exercice 2019-2020.

Le groupe évoque, sans entrer dans le détail, une "forte croissance" en France, portée par la dynamique positive du marché de la construction et de la rénovation énergétique, ainsi qu'une performance assez homogène dans ses principaux marchés en Europe.

Les deux principales activités, celle des conduits de cheminée et cheminées industrielles et celle de bois-énergie, ont connu respectivement un croissance de 22% et 48% sur un an et de 13% et 47% sur deux ans.

**ANALYSES**

* Mois après mois, les cours des produits agricoles ne cessent de grimper au point d'avoir propulsé l'indice des prix alimentaires de base, établi par l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), à son plus haut niveau depuis 2011. L'époque avait été marquée par une grave crise alimentaire.

L'inflation sur les marchés agricoles a un effet direct sur le coût des importations, notamment pour les pays les plus pauvres. « Les échanges mondiaux de produits alimentaires se sont accélérés et sont sur le point d'atteindre leur plus haut niveau jamais enregistré tant en volume qu'en valeur », s'inquiète la FAO dans son rapport semestriel sur l'alimentation paru jeudi. La facture devrait s'élever à 1.750 milliards de dollars, en hausse de 14 % par rapport à 2020.

« La hausse rapide des prix des produits alimentaires et de l'énergie pose d'importantes difficultés aux pays et aux consommateurs les plus pauvres, qui dépensent une part importante de leurs revenus dans ces produits de première nécessité », précise la FAO. L'institution s'inquiète moins des risques de pénuries - les récoltes de l'ensemble des céréales restent solides - que des prix voués à rester élevés un certain temps.

La FAO consacre d'ailleurs un chapitre entier de son rapport aux coûts des intrants agricoles (énergie, engrais, pesticides, aliments pour animaux, semences) qui sont immédiatement répercutés dans les prix alimentaires. Son indice des prix mondiaux des intrants « a atteint son plus haut niveau depuis dix ans en août ».

Que ce soit pour le transport des marchandises, leur transformation ou pour la fabrication d'engrais, le coût de l'énergie est déterminant, notamment pour les engrais azotés. Ils sont élaborés à partir de gaz et leur prix est directement lié aux cours du combustible fossile, qui ont explosé. Aux Etats-Unis, l'indice des fertilisants s'est envolé à plus de 1.000 dollars la tonne courte - environ 900 kg.

Les prix de la matière première fossile étant trop chers, de nombreux industriels comme Yara ont diminué ou stoppé la production en Europe. Le manque d'engrais est tel que les agriculteurs ne pourront pas acheter les volumes nécessaires pour leurs champs, ont prévenu les dirigeants de CF Industries lors de leurs résultats début novembre.

Les tensions sur la disponibilité sont telles que la Chine et la Russie ont imposé des restrictions sur l'exportation des engrais pour garantir l'approvisionnement de leurs agriculteurs. A titre d'exemple, les fermiers américains importent de Russie 20 % de l'urée et 40 % des ammonitrates.

Dans son rapport, la FAO rappelle aussi que de nombreux produits agricoles servent de base à la fabrication d'agrocarburants. C'est le cas de 30 % du maïs américain ou de 60 % de la canne à sucre brésilienne transformés en éthanol. Or le renchérissement des produits pétroliers stimule la demande des agrocarburants, contractant l'offre disponible pour la nourriture humaine ou animale.

**L’AGENDA DU 16 novembre 2021**

**8h45 en France**

Inflation (définitive) d'octobre

**11h00 en zone euro**

PIB du troisième trimestre

**14h30 aux Etats-Unis**

Ventes au détail d'octobre

**15h15 aux Etats-Unis**

Production industrielle d'octobre

**16h00 aux Etats-Unis**

Stocks des entreprises de septembre

Indice NAHB du marché immobilier pour novembre